

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 10 au 16 septembre 2026

Lors des élections municipales du 13 septembre en Basse-Saxe, la CDU est arrivée en tête au niveau des districts (Landkreise) avec 27,2 % des voix, devant le SPD (24,6 %). L'AfD obtient 15,9 %, devant les Verts (14,1 %), Die Linke (6,0 %) et le FDP (3,7 %). Par rapport aux élections de 2021, la CDU et le SPD reculent, tandis que l'AfD progresse de 4,6 % à 15,9 %, son meilleur résultat à ce type d'élection en Basse-Saxe. Die Linke progresse également. La participation atteint 64,6 %, contre 57 % en 2021. Près de 6,3 millions d'électeurs étaient appelés à élire les représentants de leurs collectivités ainsi que plusieurs maires et responsables de districts (Landräte).

Alors que Friedrich Merz fait face à des critiques croissantes au sein de la CDU, les huit ministres-présidents du parti ont publié une déclaration commune pour écarter les débats sur son avenir politique et réaffirmer leur soutien au chancelier. Ils appellent à privilégier l'action politique, la stabilité et la cohésion de la CDU, notamment à l'approche des élections régionales à Berlin et en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Merz a salué cette déclaration, qu'il considère comme un soutien à son action et à la poursuite du processus de réformes engagé par le gouvernement.

Face à la forte hausse des prix de l'essence et du diesel, Friedrich Merz a annoncé que le gouvernement fédéral préparait des mesures de soutien pour les automobilistes. Le chancelier estime qu'il faut agir rapidement, mais les modalités précises de ces mesures ne sont pas encore arrêtées. Une proposition doit être présentée prochainement, en concertation avec les Länder. Le ministre des Finances Lars Klingbeil (SPD) défend de son côté la mise en place d'une taxe sur les surprofits des groupes pétroliers, afin de financer des aides aux consommateurs. Merz écarte pour l'instant cette option, estimant que les bases factuelles et juridiques nécessaires ne sont pas réunies. D'autres pistes sont également discutées au sein du gouvernement et de la majorité, notamment des aides ciblées ou une baisse temporaire de certaines taxes sur les carburants.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul, s'est rendu à Budapest le 14 septembre 2026, pour la première visite d'un chef de la diplomatie allemande en Hongrie depuis 2019. Ce déplacement intervient après le changement de gouvernement hongrois et marque une volonté de relancer les relations bilatérales sur de nouvelles bases. Les échanges ont porté sur les relations politiques et économiques, notamment avec des représentants d'entreprises des deux pays. Le retour des étudiants hongrois dans le programme Erasmus est présenté comme un autre signe de rapprochement. Enfin, Berlin et Budapest souhaitent renforcer leur coopération face aux enjeux de sécurité et aux nouvelles menaces.

Le gouvernement allemand présente un plan en dix points contre le terrorisme. Le gouvernement fédéral a présenté un plan en dix points visant à renforcer la lutte contre le terrorisme islamiste et à durcir les sanctions pénales. Le ministre de l'Intérieur Alexander Dobrindt et la ministre de la Justice Stefanie Hubig souhaitent notamment élargir les infractions liées à la propagande terroriste et créer une nouvelle infraction pour le

financement de groupes terroristes par la collecte de dons. Le plan prévoit de tenir davantage compte des impératifs de sécurité publique lors des décisions concernant les peines avec sursis. Le gouvernement entend renforcer la surveillance des personnes identifiées comme présentant une menace par un recours accru au bracelet électronique. Une peine minimale d'un an de prison est envisagée pour les violences particulièrement dangereuses commises avec un couteau ou d'autres armes ou objets dangereux. Le plan doit être adopté dans ses grandes lignes par le Conseil des ministres avant d'être traduit en mesures législatives. Il fait suite à l'attentat du 25 juillet 2026 en marge de la Marche des fiertés (CSD) de Berlin, qui avait fait une morte et au moins 31 blessés. L'auteur présumé, connu des autorités pour son islamisme radical, était alors en période de probation.

Le gouvernement fédéral allemand a présenté un plan d'action de huit pages comprenant 37 mesures visant à renforcer la lutte contre la fraude aux prestations sociales, notamment lorsqu'elle est liée à l'immigration intra-européenne. Le plan prévoit un contrôle accru grâce à un meilleur échange de données entre les administrations. Les centres pour l'emploi (Jobcenter) et les collectivités locales disposeront de nouvelles possibilités de coopération pour détecter plus facilement les emplois non déclarés ou les revenus dissimulés. L'utilisation de systèmes d'intelligence artificielle est également envisagée pour analyser les données et identifier de manière plus efficace les cas suspects. Les autorités souhaitent aussi agir contre les propriétaires d'« immeubles insalubres » qui profiteraient du système en percevant indirectement des loyers excessifs financés par les aides sociales. Des modifications législatives permettront aux communes de mieux contrôler ces bâtiments, de limiter la sur-occupation et, dans certains cas, d'envisager des mesures pouvant aller jusqu'à l'expropriation si les propriétaires ne réalisent pas les travaux nécessaires. Le gouvernement souhaite adopter officiellement ces mesures avant la fin du mois et les mettre en œuvre d'ici la fin de l'année.

Lors du sommet parlementaire du G7 à Paris les 10 et 11 septembre, la présidente du Bundestag, Julia Klöckner, a plaidé pour un renforcement du rôle des parlements face aux crises contemporaines, qu'il s'agisse de guerres, de cyberattaques, de menaces hybrides ou de désinformation. Selon elle, les assemblées démocratiques ne doivent pas se limiter à un rôle de contrôle a posteriori, mais doivent participer pleinement à l'élaboration et à la légitimation des décisions gouvernementales. Klöckner a souligné que si les crises exigent parfois des décisions rapides de la part de l'exécutif, leur gestion durable repose sur le soutien démocratique des représentants élus. Elle a cité l'exemple de l'Ukraine, dont le Parlement a réagi rapidement au début de l'invasion russe. La responsable allemande a également alerté sur les nouvelles menaces visant directement les institutions parlementaires, comme les cyberattaques, l'espionnage et les drones.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Ce dimanche 20 septembre se tiendront deux élections régionales en **Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et à Berlin**. Selon les derniers sondages, le SPD de la ministre-présidente sortante Manuela Schwesig en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale continue de réduire l'écart avec l'AfD, qui reste en tête avec 37 % des intentions de vote contre 35 % pour les sociaux-démocrates. La CDU stagne à 7 %, un score qui constituerait son plus mauvais résultat lors d'une élection régionale depuis la création de la République fédérale. L'AfD se présente comme la force du changement, avec des positions très marquées sur l'asile, l'éolien et l'énergie. Le SPD, à l'inverse, mise sur la stabilité et la défense des acquis sociaux, notamment la gratuité des crèches. Malgré un nombre important d'indécis, une forte participation est attendue. Les Berlinoises éliront quant à eux un nouveau maire-gouverneur. Selon les sondages, la CDU de Stefan Evers et Die Linke d'Elif Erlep se disputent la première place dans un scrutin particulièrement ouvert.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

230,6 TWh



Au premier semestre 2026, l'Allemagne a produit **230,6 TWh** d'électricité, soit 4,5 % de plus qu'un an auparavant. Les énergies renouvelables ont fourni 136,4 TWh (+6,5 %) et représentent désormais 59,1 % de la production nationale, contre 58,0 % au premier semestre 2025. L'éolien reste la première source d'électricité avec 67,7 TWh (+12,3 %), devant le charbon (21,4 % du total) et le photovoltaïque, qui atteint 41 TWh (+3,5 %). La production au gaz naturel progresse de 6,4 %, à 38 TWh. Dans le même temps, les importations d'électricité ont reculé de 8,7 %, tandis que les exportations ont augmenté de 14,9 %, ramenant le solde importateur de 8,3 à 0,6 TWh.

Cette évolution s'inscrit dans une tendance de fond : depuis 2023, les renouvelables produisent davantage d'électricité que les sources conventionnelles. Depuis 2018, leur production a augmenté de plus d'un quart, tandis que celle des sources conventionnelles a presque diminué de moitié.